

Les partenariats : efforts collectifs pour une cause commune

Visant à instaurer un monde libre, sûr et prospère, les OMD prévoient la formation de partenariats et la prise de responsabilités. Les partenariats sont nécessaires car, comme l'a souligné l'actualité récente, aucun pays ni aucune institution ne peuvent réussir en agissant isolément. Le succès exige également que les communautés nationales et mondiale prennent leurs responsabilités et s'engagent conjointement à agir.

Au PNUD, notre appui en faveur des OMD situe les partenariats au cœur de tous nos travaux. Parmi nos partenaires figurent des gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organismes bilatéraux, le secteur privé et la société civile.

Les pays pris au piège de la pauvreté du fait de déficits de capacités nous demandent d'intervenir pour forger des partenariats qui offrent des connaissances, des ressources et de nouvelles façons de procéder. Dans les nations divisées par les conflits, notre réputation d'impartialité nous aide à rassembler des groupes disparates pour entreprendre la tâche délicate de s'entendre sur les priorités du développement, ce qui est souvent un premier pas essentiel sur la voie du rétablissement de la paix.

Dans tous les pays et dans toutes les régions, nous tirons parti de notre présence mondiale pour réunir des partenaires d'horizons aussi divers que nombreux qui partagent leur expertise, examinent les possibilités de co-entreprises et élaborent des solutions aux problèmes transfrontières dans des domaines tels que la gestion de l'environnement et la sécurité alimentaire. Au PNUD, nous savons de longue date que ces relations coopératives, soigneusement établies, renforcent le potentiel de progrès en libérant les énergies collectives pour résoudre les problèmes communs.

« De quoi avons-nous besoin de la part des pays développés ? De trois choses seulement : d'appuis pour l'infrastructure, de marchés et de solidarité. La solidarité comprend l'amitié, les partenariats et la compréhension et le respect mutuels. »

Luisa Diogo, Premier ministre du Mozambique

Le secteur privé : de la pauvreté à la prospérité

En 2003, sur la recommandation du PNUD, les Nations Unies ont formé la Commission du secteur privé et du développement. Cette commission de haut niveau, co-présidée par le Premier ministre du Canada Paul Martin et l'ancien Président du Mexique Ernesto Zedillo, a publié en 2004 un rapport novateur intitulé *Libérer l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres*, exposant les résultats d'une étude du pouvoir du secteur privé, seulement celui des grandes entreprises en vue mais aussi celui des millions de petites entreprises locales qui emploient et qui servent la plupart des pauvres du monde. Ces dernières pourraient jouer un rôle essentiel pour accélérer la croissance économique et la porter aux taux dont beaucoup de pays en développement auraient besoin pour réaliser les OMD. Mais leur potentiel a souvent été négligé.

Le rapport propose que les gouvernements, les entreprises, la société civile, les organisations du travail et les organismes de développement œuvrent de concert pour répandre la prospérité à la base de la pyramide économique mondiale. De nombreuses petites entreprises dynamiques, si elles bénéficiaient d'une réglementation assouplie, de systèmes juridiques équitables et d'un accès élargi aux ressources financières, prospéreraient. Ce faisant, elles transformeraient les communautés paupérisées en leur apportant des emplois et des services.

Le PNUD encourage aujourd'hui les pays à appliquer les recommandations du rapport. Lors de son sommet de Sea Island en 2004, le Groupe des 8 a donné son aval à *Libérer l'entrepreneuriat* et a émis un plan d'action contenant une série de recommandations à l'intention des pays développés et en développement. Dans plus de 25 pays, le PNUD a aidé à organiser le lancement national du rapport. Lors de l'un d'eux, en Bosnie-Herzégovine, des pourparlers ont été engagés entre l'Association des employeurs et le gouvernement sur la réduction des coûts résultant de la complexité des règlements, des taux d'imposition élevés et du manque de financement. En Asie du Sud, lors d'un lancement régional parrainé par la Confédération de l'industrie indienne et le PNUD, des hommes d'affaires et des représentants du gouvernement de sept pays ont débattu de l'amélioration des politiques pour les petites entreprises et de l'identification des créneaux de marché. Un projet pilote exécuté dans l'État du Tamil Nadu (Inde) a mis en rapport des représentants de compagnies d'assurance et des villageoises pour examiner les perspectives de l'aménagement de plans de microassurance adaptés spécifiquement aux besoins des entreprises rurales et qui réduirait leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux revers économiques.

Plus généralement, le PNUD est fermement convaincu, de longue date, de l'importance de la prospérité du secteur privé pour



Dans tout le monde en développement, les marchés tels que celui-ci, à Huambo (Angola), sont des centres d'activité entrepreneuriale. Avec l'appui voulu, les microentreprises peuvent apporter des contributions considérables à l'accélération de la croissance économique.

« L'esprit d'entreprise est partout. Il n'est pas besoin de l'importer. Rendez-vous dans la plus petite ville du pays le plus pauvre un jour de marché : vous verrez le secteur privé à l'œuvre. »

Paul Martin, Premier ministre du Canada et co-président de la Commission du secteur privé et du développement des Nations Unies

réduire la pauvreté. Nous mettons actuellement à l'essai un nouveau type de relations entre les entreprises et les Nations Unies. Notre Initiative de développement d'entreprises durables [dite *Growing Sustainable Businesses*], par exemple, rassemble des entreprises, des ONG et des administrations locales selon une démarche novatrice favorable au développement et dégagant des bénéfices commerciaux. En Tanzanie, cette initiative a réuni Unilever, l'Alliance mondiale pour la nature, l'Organisation de développement des Pays-Bas et le Centre mondial d'agroforesterie. Ces partenaires œuvrent avec des communautés et des entreprises locales pour cultiver des arbres de l'espèce *Allanblackia*, qui produit des graines utilisées dans la fabrication de savon et de margarine, en tant que

source de revenus et d'emplois locaux. La société Ericsson connecte des communautés rurales par des systèmes de télécommunications à faible coût, tout en menant des recherches sur de futurs produits susceptibles de répondre aux besoins de ce marché. Le groupe d'ingénierie helvético-suédois ABB s'est joint au Fonds mondial pour la nature pour participer à un projet d'électrification rurale qui tire parti du travail de développement social précédemment réalisé par celui-ci. Dans les villages alimentés en électricité, les enfants obtiennent de meilleurs résultats scolaires du fait qu'ils peuvent s'éclairer pour faire leurs devoirs à la maison le soir.

L'Initiative de développement d'entreprises durables est un programme cadre actuellement en place dans sept pays d'Afrique,

FENU : à petits investissements grands résultats

Le **Fonds d'équipement des Nations Unies** (FENU), administré par le PNUD, fournit son aide aux pays les moins avancés (PMA). Il investit dans des initiatives visant à atténuer la pauvreté et à réaliser les OMD dans deux domaines de programme : la microfinance et le développement local.

En tant que fonds d'investissement de capitaux exposé à des risques, le FENU recourt à des partenariats pour accroître les résultats et développer ses programmes pilotes. Au Mozambique, par exemple, il a travaillé avec les instances gouvernementales nationales et locales, des organismes bilatéraux de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suisse, la Banque mondiale et le PNUD pour mobiliser plus de 11 millions de dollars afin d'étendre la portée d'un de ses programmes pilotes sur le renforcement des administrations locales. Le programme, entrepris dans un premier temps dans la province de Nampula dans le nord du pays, encourage la participation active des populations locales à la planification du développement. Il a maintenant été étendu à plusieurs autres provinces mozambicaines.

Conjointement avec le PNUD, le FENU a lancé récemment une initiative ambitieuse d'une durée de sept ans, dotée de 42 millions de dollars, qui appuie les efforts déployés par des pays africains pour relancer leur économie selon des modalités qui atteignent les segments pauvres et à faibles revenus de la population. Les activités spécifiques entreprises à cette fin comprennent une évaluation des secteurs financiers, l'apport d'appuis de politique et le renforcement des options de microfinance. Parmi les partenaires du programme figurent le groupe bancaire KfW et l'ONG Cordaid.

Conjointement avec le Département des affaires économiques

et sociales des Nations Unies, le FENU fait fonction de coordonnateur de l'**Année internationale du microcrédit** en 2005. À ce titre, il a établi des partenariats avec plusieurs entreprises du secteur privé, notamment Citibank, ING et Visa, en coopération avec lesquelles il s'attache à sensibiliser le public à l'importance de la microfinance en tant que composante intégrale de l'équation du développement. Parmi les activités entreprises figurent l'établissement de comités nationaux dans le monde entier pour coordonner les actions de plaidoyer locales, un processus de dialogue international dit « **Campagne du Cahier bleu** » visant à identifier les principaux obstacles et les possibilités de promotion de secteurs financiers inclusifs, l'octroi de prix mondiaux pour reconnaître les contributions des petits entrepreneurs au développement économique local et la création d'une boutique en ligne pour vendre des produits fabriqués par des microentreprises (www.shopmicro.org).

Au début 2005, le Conseil d'administration du FENU a exprimé son appui résolu en faveur de l'apport de contributions du fonds en vue de la réalisation des OMD dans les PMA et il a demandé un renforcement des capacités du fonds pour s'acquitter de ce mandat. Le FENU a redéfini depuis son plan d'activités pour répondre de manière plus efficace aux besoins de ses PMA clients et de ses partenaires, compte tenu de ses contraintes budgétaires et de l'importance croissante des ressources autres que les ressources de base. Le fonds a réduit ses coûts administratifs de manière appréciable par une intégration plus étroite de ses travaux avec ceux du PNUD, ce qui lui permet de mieux tirer parti des programmes conjoints PNUD-FENU exécutés dans les PMA, de les optimiser et d'en accroître la valeur.



La base de la pyramide économique mondiale est aussi large que diverse; des milliards de gens, tels que ces marchands de fleurs de Calcutta (Inde) y trouvent une source de revenus et de services.

dont l'expansion est prévue prochainement dans d'autres régions. Au sein des divers pays, d'autres programmes du PNUD encouragent également la formation de partenariats avec le secteur privé. Au Mexique, nous coopérons étroitement avec le gouvernement et l'Association nationale des manufacturiers pour renforcer la chaîne d'approvisionnement entre les petites entreprises et les grandes, mesure susceptible d'accroître la compétitivité de toute l'économie. Les entreprises qui emploient moins de 250 personnes génèrent 42 % du produit intérieur brut du Mexique, mais leurs relations commerciales avec les grandes entreprises et les marchés sont souvent peu efficaces. Nous nous sommes efforcés, par un processus de consultation, de résoudre des problèmes tels que les carences des politiques d'achats et le manque de fiabilité de l'approvisionnement. Après avoir constaté que la productivité avait augmenté considérablement chez six de ses fournisseurs pilotes, Bimbo, la plus grande boulangerie commerciale du Mexique, a décidé d'appliquer la méthodologie ainsi mise à l'essai à 200 autres fournisseurs.

Étant donné la portée mondiale de ses activités de création de partenariats, après la tragédie des tsunamis de l'océan Indien, le PNUD a formé en 2005 le Partenariat avec les entreprises face aux urgences, doté d'un site Internet, pour appairer les offres d'aide du secteur privé et les besoins des pays affectés. À la fin 2004, nous nous sommes joints au Gouvernement du Japon, au Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, à la Coalition mondiale pour l'Afrique et à la Banque mondiale pour organiser la Conférence sur le commerce Asie-Afrique. Le Premier ministre du Japon, celui du Nigéria, le président du Kenya et 350 dirigeants d'entreprises des deux continents se sont réunis à Tokyo pour met-

tre en évidence les futures possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement entre les deux régions. Cette réunion était la première grande activité de suivi de la Troisième [Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique \(TICAD III\)](#) de 2003.

Le PNUD participe également en tant que partenaire principal à deux programmes comportant des contributions du secteur privé à des projets qui relient les moyens d'existence et les activités environnementales. Le [Fonds pour l'environnement mondial \(FEM\)](#) est un programme conjoint du PNUD, de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. En 2004, le PNUD a reçu 274 millions de dollars de subventions du FEM et mobilisé 617 millions de dollars en cofinancement de projets auprès de gouvernements, du secteur privé, d'organismes bilatéraux et d'ONG. Les subventions du FEM aident, par exemple, la Tunisie à établir des systèmes d'énergie éolienne économiquement rentables pour produire de l'électricité. Dans le cadre de [l'Initiative Équateur](#), le PNUD collabore avec les gouvernements, les entreprises et la société civile. Parmi les activités en cours figure un projet exécuté en Indonésie qui associe les populations locales à la gestion de la riche biodiversité marine du Parc national de Bunaken et qui veille à ce qu'une part des revenus du parc soit attribuée aux communautés riveraines.

Colombie : renforcement de la démocratie et perspectives de paix

En Colombie, depuis quatre décennies, les conflits alimentés par le trafic de la drogue ont été marqués par des morts et des enlèvements et ont fait du pays le troisième au monde pour le nombre de personnes déplacées. La dernière série de pourparlers en vue de l'établissement de la paix avec les factions rebelles a échoué en 2002. Un an plus tard, à Londres, le PNUD a aidé à réunir les gouvernements des pays donateurs et les institutions internationales qui fournissent la majorité de l'aide au développement à la Colombie, notamment la Commission européenne. Nous avons également assuré une forte présence de la société civile. Dans l'attente de nouveaux pourparlers, les participants ont convenu de prendre toutes les mesures possibles pour renforcer la démocratie et les capacités de protection des droits de l'homme en Colombie et pour assurer le respect du droit humanitaire international.

L'une de nombreuses contributions du PNUD à ce processus a été d'élargir les partenariats concernant les activités qui encouragent les Colombiens, particuliers et communautés, à s'orienter sur la voie de la paix et du développement. Notre Programme de réconciliation et de développement est en cours dans trois des régions les plus durement touchées, où il réunit des groupes de la société civile, des dirigeants religieux, des hommes d'affaires et des représentants des autorités régionales et nationales dans le cadre de dialogues permanents sur les moyens de mettre un terme au

conflit, dans un environnement où les débats ouverts restent difficiles. Nous aidons également les administrations locales et les groupes de la société civile à renforcer leurs capacités à formuler des plans de développement, à gérer leurs ressources et à élaborer conjointement de futurs projets de développement. Ces activités, qui font comprendre à quel point les communautés pourront prospérer une fois que le conflit diminuera d'intensité, constituent une première étape sur le chemin de la paix. Les groupes de la société civile participent déjà en partenariat avec le PNUD à des initiatives telles que des réseaux de radio communautaire et des « clubs de la paix » ciblant tout particulièrement les jeunes, qui sont parmi les groupes les plus susceptibles de céder à la violence.

Le PNUD a aussi aidé les organisations de la société civile colombienne à jouer un rôle plus important sur le plan national. Nombre d'entre elles offrent des perspectives, de par leur travail au sein des communautés ou avec les groupes vulnérables tels que les personnes déplacées, sur les possibilités d'établissement de la paix, alors même que le conflit se poursuit. Toutefois, malgré le vaste public touché par ces groupes dynamiques, ceux-ci sont souvent mal reliés entre eux, en partie du fait de la fragmentation politique. Le PNUD a su établir des relations de travail plus étroites entre eux, notamment en fournissant un appui à une coalition de groupes actifs dans les domaines de la paix et des droits de l'homme.

Au début 2005, immédiatement avant une réunion de suivi de la conférence de Londres à Cartagena, le PNUD a aidé plus de 260 représentants de la société civile à élaborer un accord sur les points clés dont ils estiment que le gouvernement et la communauté internationale devraient traiter. Au-delà des clivages idéologiques et des problèmes, leur Déclaration de consensus souligne la place fondamentale qu'occupent la démocratie et le respect des droits de l'homme dans l'élimination de la pauvreté et l'élaboration d'une société équitable. Ils demandent l'instauration d'un processus de paix négociée dans un cadre juridique conforme aux principes du droit international et ils décrivent les OMD comme « d'authentiques directives » pour vaincre la pauvreté et la corruption.

Les participants internationaux et gouvernementaux à la réunion de Cartagena ont entendu cet appel et ils ont émis la Déclaration de Cartagena qui note en bonne place les contributions effectuées par la société civile à la paix, au respect des droits de l'homme et à la coopération internationale. Parallèlement à l'accord de la société civile, cette déclaration constitue maintenant une source d'orientations pour divers projets de paix et de développement menés par les instances gouvernementales nationales et locales et par la société civile, avec l'appui de la communauté internationale. Ces activités sont la preuve, malgré les difficultés et l'opiniâtreté du conflit, d'une évolution positive qui s'affirme en réponse aux multiples voix qui s'élèvent en faveur de la paix.

Parmi les activités de la société civile appuyées par le PNUD en Colombie, a figuré une Marche des jeunes pour la paix qui a réuni des groupements de jeunesse de Medellín et de la turbulente région orientale du département d'Antioquia. La marche a été l'occasion de renforcer la solidarité et la volonté de résoudre les conflits.



Programme de réforme dans les États arabes

Il a fallu plus d'un an de négociations discrètes, selon un processus qui a commencé par des consultations du PNUD avec les ministres d'une poignée de pays avant d'engager les pourparlers avec l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Mais le partenariat qui en a émergé a incontestablement justifié ces efforts. Au début 2005, 16 pays arabes se sont joints à l'OCDE et au PNUD pour lancer [l'Initiative sur la bonne gouvernance pour le développement dans les pays arabes](#).

Les responsables nationaux et les représentants de l'OCDE ont convenu d'un plan à horizon de trois ans pour améliorer la gouvernance dans six domaines : fonction publique et intégrité, rôle du pouvoir judiciaire et application des lois; e-gouvernement et simplification administrative; rôle de la société civile et des médias dans la réforme du secteur public; gouvernance des finances publiques; prestations de services publics, partenariats public-privé et réforme réglementaire.

Si les autres propositions de réforme pour la région n'ont pas donné les résultats escomptés, celle-ci suscite de grands espoirs, en partie parce qu'elle est due à l'initiative des nations arabes elles-mêmes. Les incitatifs sont clairs pour ces nations. Leur économie ne progresse pas à un rythme suffisant pour absorber la vaste génération de jeunes qui accèdent au marché du travail, leurs relations économiques avec les autres régions du monde devraient être



« C'est un produit du terroir mais qui bénéficie également d'un partenariat avec le monde. »

Salah Eddin Beshir, ministre de la Justice de Jordanie

améliorées et les progrès de la région sur la voie de la réalisation des OMD sont inégaux. Nombre de dirigeants arabes concèdent qu'il est peut-être temps que leurs gouvernements adoptent de nouvelles approches.

L'Initiative sur la bonne gouvernance, qui doit être mise en œuvre au cours des trois années à venir, rassemble les actions et les responsabilités au sein de trois grands domaines. Les groupes de travail régionaux consacrés aux six thèmes, présidés par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie et réunissant des experts et des décideurs politiques des pays arabes et de l'OCDE, offriront des forums où seront analysés les obstacles qui s'opposent aux réformes et qui permettront d'échanger des solutions et de suivre les progrès régionaux. Les comités nationaux, formés de représentants des autorités et de membres du secteur privé et des ONG, assureront la transformation des recommandations des groupes de travail en plans d'action nationaux assortis de cibles de mise en œuvre et définiront également les mesures d'application des plans dans leurs pays respectifs. Le PNUD et l'OCDE aideront à administrer l'initiative et à coordonner les appuis internationaux, notamment en l'alignant sur les autres programmes exécutés dans la région.

Ce sera la première fois que les États arabes auront convenu d'un plan à appliquer individuellement, en tant que région et avec la communauté internationale en matière de bonne gouvernance et l'initiative représente une percée à ces trois niveaux.

Le renforcement des relations économiques entre les États arabes et le reste du monde pourra bénéficier aux travailleurs, telles que ces ouvrières, qui ont trouvé du travail en Égypte dans une usine de conditionnement de légumes proche du Caire. L'usine est implantée dans une nouvelle zone industrielle pour l'exportation de produits en franchise de droits.